



COMPTE RENDU CGT de la Formation Spécialisée (FS) du 12 octobre 2023

1. Point de situation budgétaire 2023

Il reste à peu près 13 000 € de budget à utiliser après validation des dépenses discutées en Groupe de Travail du 10/10/2023. Ont ainsi été validés le financement de formations ainsi que l'achat de matériel (stores, sacs à dos, dalles LED, multiprises, chaussures de sécurité, casques téléphoniques, chaises de travail et bureaux réglables).

Après discussion sur l'utilisation possible des 13 000 € restant à utiliser, la direction propose de compléter son stock par l'achat de 10 climatiseurs (env. 6 000 €, utiles en période de forte chaleur) ainsi que de nouveaux fauteuils ergonomiques. Sont également validés des travaux d'insonorisation du bureau 224 de la Direction. L'ensemble du budget 2023 sera ainsi utilisé.

La CGT propose de procéder à une évaluation des besoins de matériel de rafraîchissement des bureaux. La direction acquiesce.

La CGT est également revenue sur l'installation d'un garage à vélo fermé sur les sites de la DRFiP qui en ont besoin (à commencer par le site du 10 rue Simonis à Strasbourg). Au vu du coût annoncé (plus de 30 000 € dans un devis qui n'a hélas pas été transmis aux Organisations Syndicales), la CGT propose un cofinancement par la Direction et/ou éventuellement l'aide financière du Ministère de la Transition énergétique pour 2024. La direction va procéder à un recensement des besoins (enquête auprès des agents pour voir le besoin) sur le département.

2. Examen du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) et validation du Plan Annuel de Prévention (PAP) de la DRFiP

Le DUERP : voici quelques présentations ubuesques trouvées dans le DUERP :

Risques de chute, la direction considère que des travaux en hauteur par un géomètre n'est pas un véritable risque. La CGT ne sait pas s'il faut rire ou pleurer de la réponse administrative donnée par la direction. Si le risque n'est pas évitable pour une raison ou une autre, ce risque existe toujours !

"ceci n'est pas un risque proprement dit", cette phrase régulièrement répétée est très clairement un signe de mépris de la direction envers l'exercice du DUERP en général et en particulier des agents qui remplissent le DUERP, censé être utilisé pour la prévention des risques.

Globalement les réponses données au DUERP par la direction sont souvent du copier-coller de mantras répétés mille fois :

« le Cadre d'objectifs et de moyens (COM), dont une des orientations est la stabilisation des structures NRP, fixe le cap pour la période 2023/2027 ».

« Organisation du service »,

« réunions de service pour améliorer la circulation de l'information et définir les priorités et méthodes en associant les agents »,

« application des simplifications »,

« formation et soutien technique »,

« formations gestion du stress »,

« alléger sa charge mentale »,

« assertivité »,

« débriefing des équipes »,

« adaptation du management au télétravail et au mode hybride »,

« utilisation pleine des nouveaux outils NOVAE », et bla et bla et bla.

Les 2/3 des risques énumérés dans le DUERP sont des Risques Psycho-Sociaux (RPS).

Une nouvelle fois les Organisations Syndicales (OS) ne font pas le même constat que la direction sur l'origine et le traitement de ces risques.

Le PAP (Plan annuel de prévention) étant une synthèse du DUERP, les mesures de prévention envisagées sont une compilation des meilleurs tubes de celui-ci (Contrat d'Objectif et de Moyens, priorisation, simplification, vous connaissez la musique).

Exemple :

Description de la situation d'exposition	Mesure générale de prévention
Charge de travail importante, manque d'effectif, pression des objectifs, sentiment de perte de compétence et manque de formation, prégnance des délais, urgences permanentes, inadaptation des applications ou outils au volume des dossiers gérés, sentiment de qualité empêchée	Organisation du service, réunions de service pour améliorer la circulation de l'information et définir les priorités et méthodes en associant les agents, application des simplifications et utilisation des nouveaux outils informatiques (OPENLAB, NOVAE...), formation technique, formations gestion du stress, alléger sa charge mentale, assertivité. Prise en compte des missions de formation confiées aux formateurs dans les autres tâches confiées.

Vous reprendrez bien un peu de novlangue ?

Donc toujours aucune réponse effective aux problèmes des agents, le PAP indiquant en plus comme échéance "permanent" pour tous les problèmes (la direction n'a donc aucune échéance à respecter) et ne donne aucun service responsable de leur traitement pour plusieurs d'entre eux (donc personne n'est responsable).

En conclusion de cette discussion, l'intersyndicale donne un avis détaillé et défavorable sur le PAP. Elle rappelle notamment le mal-être des agents, la méthode managériale quelque peu infantilisante ainsi que l'attente de mesures concrètes de prévention des risques.

3. Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS)

Ce tableau comprend de nombreux indicateurs qui permettraient d'identifier des difficultés dans un service. Cette année le TBVS énumère des chiffres qui, pour la plupart, montrent une dégradation des conditions de travail : nombre de jours de congé maladie ordinaire de plus de 5 jours en hausse (+ 45 %), vacances actuelles d'emplois (- 2 A, - 33 B et - 14 C) ; même s'il y a des améliorations : moins de jour mis en CET, augmentation du taux de télétravailleurs.

La CGT intervient pour rappeler que plusieurs services ressortent du lot concernant le volume d'horaires écrêtés par agents : le SGC Saverne, la Trésorerie Hospitalière de Bischwiller, la Trésorerie Amendes ainsi que la Division Stratégie, Qualité de services et Communication. Pour la direction, c'est un sujet récurrent. Pour toutes il s'agit d'un problème d'effectif, sauf pour Saverne où le problème semble venir du regroupement dû au NRP.

La CGT mentionne que les services détectés comme potentiellement en difficulté dans l'analyse du TBVS sont 4 services qui ont effectué une fiche de signalement collective mais qu'il y a d'autres services impactés dans le département, notamment le Centre de Contact. La direction ne partage pas cette analyse et considère que le CDC n'est pas / plus en difficulté (alors que celui-ci a un taux de rotation important)

La direction se gargarise des taux de satisfaction des demandes de mutation non satisfaites qui baissent, mais si vous avez votre dernier vœu, la demande est considérée comme satisfaite même si vous avez demandé tous les autres postes du département avant ce vœu.

Si la direction parle d'un retour à la normale après les restructurations et les travaux engagés en 2022, la CGT et les autres OS ne partagent pas cette analyse. La situation se dégrade dans les services. Le télétravail peut être une fuite du service. Et le recrutement d'une vingtaine de contractuels ainsi que de 3 agents Pacte, de 10 emplois civiques (possibles mais peu de volontaires), d'éventuels emplois en situation de handicap et de 30 contrôleurs stagiaires cette année ne change pas la situation actuelle de manque d'effectifs à la DRFiP67 (le taux de couverture d'emploi départemental est inférieur au taux national).

La direction constate que le taux de couverture des emplois est meilleure en direction (90 %) que dans les autres services. Rien d'étonnant pour la CGT puisque c'est elle qui décide du gel des postes lors des mutations locales, c'est donc elle qui décide de la meilleure couverture de la direction que par exemple celle des SIE (81 %). La direction s'inquiète cependant de cette dégradation en tant qu'employeur.

La direction met en avant dans le TBVS « l'espace de discussion » qui a été proposé aux agents du SGC d'Erstein même si les agents rencontrés ne sont pas satisfaits du dispositif.

L'analyse globale du TBVS de la direction n'est donc pas partagée par les différentes OS.

4. Visites des sites de Molsheim et de la DRFiP en juillet 2023

Les OS ont émis un compte rendu détaillé des deux visites effectuées par la Formation Spécialisée cet été (Direction et CFP Molsheim). Ce dernier mentionne les problèmes suivants rencontrés :

Molsheim : guichet d'accueil à réorganiser, câblages au sol non sécurisés et branchement sauvage de prises, bureau Antenne SIP Molsheim trop exigü, porte d'entrée des agents ne ferme plus, éclairage du parking, manque d'insonorisation des locaux du PELP (1^{er} étage), bureaux jugés trop petits par les agents du cadastre (2^{ème} étage), campagne GMBI et plus de 17 000 messages e-contact en stock alors que les campagnes TH et TF vont débiter. Pour les OS, les vacataires prévus pour décharger les agents d'autres tâches ne sont pas la solution. La solution de prioriser les tâches n'est qu'un leurre quand tout devient urgent. Si certains problèmes matériels sont résolus ou en cours de résolution, la direction ne propose rien par rapport au problème de la charge de travail (si ce n'est recruter des vacataires...).

Direction : la direction rappelle que les travaux de relampage LED sont maintenant achevés et aux normes (avec des détecteurs de mouvements dans les espaces de circulation). Que les problèmes de câbles qui traînaient au sol ont été résorbés, que les fenêtres en mauvais état ont été changées en août. Cependant le manque d'isolation phonique constatée dans certains bureaux (notamment au domaine) subsiste : un devis a été demandé à une entreprise la semaine dernière. La direction assure que les sujets non traités (ex : dysfonctionnement des applicatifs et de la téléphonie) seront vus.

5. Point sur les accidents de services

3 nouveaux accidents de travail depuis septembre 2023.

6. Les fiches de signalement

3 fiches de signalement pour incivilités et insultes depuis septembre 2023 (la direction a envoyé aux usagers menaçants un courrier de mise en garde).

Solidaires évoque 2 fiches de signalement au SIE de Molsheim qui n'ont pas été évoquées, qui concernent une charge de travail supplémentaire pour le SIE à cause des appels excédentaires du SDIF. À partir de janvier le problème devrait être réglé car il sera possible d'avoir plusieurs numéros pour différents services d'un même site à compter de janvier 2024.

7. Retour sur les derniers exercices d'évacuation

La CGT regrette que, malgré les rattrapages de juin et août - période où beaucoup de monde est absent, 4 sites n'ont pas encore eu d'exercice d'évacuation à ce jour (Neudorf, Meinau-Verdiane, Wissembourg et Sarre-Union) et que les plus gros sites (+50 personnes) n'ont pas encore eu deux exercices d'évacuation.

La CGT constate quelques dysfonctionnements lors d'exercice :

Bischwiller : tout le monde n'a pas évacué, 4 agents avaient trop de travail en retard et ont décidé de rester à leurs bureaux. Petit rappel à tout le monde, il **FAUT** évacuer lors d'un alarme, quelque soit votre charge de travail.

Plusieurs problèmes de sirènes non audibles dans l'intégralité des postes serait en cours de résolution.

La direction va réfléchir à un tableau de suivi des problèmes rencontrés.

8. Registre santé et sécurité au travail (RSST)

Installation d'une goulotte demandée au PCE en août : le dossier n'a pas avancé...

La CGT fait remarquer que la liste des sites/services n'est pas à jour sur le site de la direction pour faire les signalements (sites disparus dans le NRP qui existent encore, absence du PCE).

Concernant l'arbre rendu dangereux suite à un gros coup de vent en juillet, une entreprise d'élagage devrait intervenir mais les délais sont apparemment très importants. Une mise en sécurité devrait être mise en place.

Les souris à la T. du SDEA : les pièges sont installés et la demande a été faite au propriétaire (SDEA) pour faire intervenir une société de dératisation.

9. Point sur les travaux en cours

Voir PJ

DRFiP : le chantier de la toiture devrait se terminer prochainement.

10. Questions diverses

T. de Bischwiller : la direction est en contact avec la Mairie (propriétaire des locaux) pour récupérer de l'espace (peut-être l'appartement qui existe dans le bâtiment) et pour l'isolation du 3ème étage du bâtiment annexe à l'arrière.

Visite récente de la Direction au SGC d'Erstein : échanges avec les agents sur l'organisation du travail avant de formaliser le plan d'action qui sera diffusé prochainement

SIE Antenne de Forbach : pas de nouvelle sur l'ambiance de travail sauf que la plupart des agents (y compris les cadres) débutent dans cette mission. Solidaires rappellent que la tâche CFE demande une expérience certaine.

Questions CGT :

SDE : Volet bloqué depuis fin juin (bureau 139), toujours pas réparé. Une intervention est prévue prochainement mais sans date précise.

Trésorerie Amendes : Les écrans de vidéosurveillance situés à la caisse de la trésorerie et dans le bureau de la comptabilité ne fonctionnent plus depuis le 15/09. Le caissier ne peut donc plus surveiller ce qui se passe dans le hall de réception et à l'extérieur de la trésorerie, ce qui pose des problèmes à la fermeture de la grille métallique, un usager pouvant potentiellement désirer accéder aux locaux pendant la fermeture de la grille. L'écran maître fonctionne encore. Ce problème a été signalé à de nombreuses reprises par courriel. Le prestataire est au courant, mais encore une fois aucune date précise, alors que le problème est récurrent.

L'accueil DRFiP67 en Maison France Service - MFS - et les permanences en Mairies par les agents du PRU de Strasbourg : les agents regrettent le manque de personnel (un agent seul s'y rend), le manque de formation (les jeunes agents sans réelle formation se rendent sur les lieux) et le manque de moyens (clef 4G avec un débit parfois aléatoire, pas de point fuite en mairie de Schiltigheim). Pour la direction, cela relève de l'organisation du service et donc du chef de service.

Réponse à une question de FO sur le Contrôle fiscal : les nomades peuvent télétravailler tout en gardant le nomadisme (intervention en entreprise). La Direction rédigera une note explicative.

Vos représentants CGT lors de ce CHSCT :

Stefan BOGEN / Gilles STREICHER

**N'hésitez pas à faire remonter vos difficultés, questions et sollicitations
par l'intermédiaire de la CGT Finances Publiques 67 :**

cgt.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr

CGT Finances Publiques 67

06 81 20 36 05 ou (0049) 176 7666 49 43 ou 03 88 15 38 52

<https://67.cgffinancespubliques.fr/> – cgt.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr